

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Latinobarometro-malhonnnetete-anti-indigene-et-biais-antidemocratique>

Latinobarómetro : malhonnêteté anti-indigène et biais antidémocratique

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 25 février 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Membre du Forum Permanent des Nations Unies pour les questions indigènes, dans son article [Latinobarómetro : Insidia Contraindígena y Sesgo Antidemocrático](#), publié le 11 février 2010, dénonce les dérives racistes et la tournure antidémocratique de l'enquête annuelle de l'organisme Latinobarómetro.

La [Corporación Latinobarómetro](#) est une association chilienne qui depuis 1995 réalise des enquêtes d'opinion dans divers pays, et couvre désormais presque toute l'Amérique Latine. Elle se présente comme "*la première base de données d'Opinion en espagnol, la première sur l'hémisphère Sud, la première en Amérique latine*" souligne Bartolomé Clavero dans son article. Elle a une convention avec le Programme des Nations Unies pour le développement.

Son dernier rapport de 2009, a compté sur le soutien de l'OEA, de plusieurs Etats, et aussi des Agences de Coopération d'Espagne, du Canada, et de la Suisse. Néanmoins, « le rapport 2009 de Latinobarómetro n'est pas seulement antidémocratique, mais aussi s'avère raciste » souligne Bartolomé Clavero, confessant qu'il ne s'en est pas rendu compte seul.

« La piste m'a été donnée par Andrew Nickson, membre de l'Institut de Développement International de l'Université de Birmingham qui, a il y a quelques jours a envoyé un message à Latinobarómetro avec une simple question de méthodologie : "j'aimerais savoir dans les pays plurilingues (surtout Paraguay, mais aussi Pérou et Bolivie) si les enquêtes sont menées dans la 'langue du foyer' ou toujours en espagnol", et qui a reçu cette réponse étrange : "*les entretiens sont menés dans la langue maternelle de celui qui est interrogé. Le seul pays de la région qui a une importante population dont la langue maternelle n'est pas l'espagnol est le Guatemala*".

Perplexe, Nickson insiste rappelant l'importance comme première langue du guaraní et demande : Dans quelle langue sont menées les enquêtes annuelles sur la gouvernabilité de Latinobarómetro au Paraguay ? Je demande cela parce que au cas où cela serait exclusivement l'espagnol on court un grand risque de biais". Et les autres de répondre "*En Bolivie, Pérou, Paraguay il n'y a quasiment pas de peuples originaires qui ne parlent pas espagnol. Telle est la principale différence. Les mayas ne vont pas à l'école en espagnol, alors que les guaraní et les quechuas si*". Découragé, Nickson a envoyé cet échange au site web Guaraní « Ñe'½ » avec ce commentaire : "L'ignorance de Latinobarómetro sur la question linguistique est désespérante - et préoccupante parce que c'est une institution très prestigieuse en Amérique Latine... ».

Et Bartolomé Clavero dans son article de se proposer d'analyser les rapports de cet institut pour vérifier si se confirme ce « grand risque de biais » évoqué. « En le faisant je dois dire que ma surprise a été énorme mon seulement les rapports sont biaisés. Mais il s'avère, avec tout l'appui des Nations Unies, de l'OEA et des Agences de Coopération d'Espagne, Suisse et du Canada, que le Latinobarómetro ne fait pas grand-chose pour cacher ses positions antidémocratiques et ses préjugés racistes » souligne t-il.

On peut le vérifier facilement, selon lui, dans le rapport 2009, publié en novembre dernier. « De part mes responsabilités comme membre du Forum Permanent des Nations Unies sur les Questions Indigènes, le premier élément à vérifier est évidemment la place faite à la présence indigène. Elle seulement prise en compte à une occasion, au sujet de cette question aux réponses induites : "*je n'aimerais pas avoir comme voisin : des homosexuels, des africains/noirs des analphabètes, des indigènes, des immigrants, des pauvres*". Autant dire que cette question avec ses réponses pré-suggérées retentit d'ignominie comme le souligne Clavero qui ajoute « il y aura sûrement quelqu'un qui ne voudrait pas avoir parmi ses voisins, un chilien aussi raciste pour être capable de formuler ce type de question ».

Et de plus, à travers cette question ignoble, « il ressort que l'enquête n'est dirigée vers personne qui soit indigène

vivant dans une communauté indigène et parlant une langue indigène » souligne Clavero, ce qui outre d'être scandaleux deviendrait ridicule.

On voit bien les limites de la représentativité de Latinobarómetro, qui ne veut pas prendre en compte la pluralité des indigènes se trouvant exclus de l'enquête, et leur existence même est ignorée de cette enquête. « Dans le Rapport 2009, il n'y a pas d'autres références que celle-là faites aux indigènes. Rappelons-nous que cette année un pays latinoaméricain la Bolivie, s'est refondé comme un Etat Plurinational considérant les droits des peuples indigènes » souligne Bartolomé Clavero.

Et de rappeler que quiconque a une vague pratique des enquêtes d'opinion sait que la meilleure façon de manipuler les réponses est de biaiser les questions, « si celles-ci donnent pied au racisme, on obtiendra un pourcentage qui autrement ne se manifesterait pas » dans ce cas avec une formulation aussi insidieuse d'une question portant sur un voisinage indésirable « c'est une atteinte à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, sans parler du code pénal chilien mais il n'est pas à la hauteur de la lutte internationale contre le racisme » précise-t-il. La facilité avec laquelle Latinobarómetro trouve l'appui des agences internationales ou des Etats est parlante sur le manque d'indépendance des mêmes vis-à-vis du cas très particulier du Chili.

« Les positions plus globales de Latinobarómetro sont apparemment constitutionnelles et s'avèrent substantiellement antidémocratiques ». Et de souligner que dans le Rapport 2009 année où la Bolivie s'est refondé en Etat plurinational, le baromètre retient le cas du Honduras pour son coup d'état, pas naturellement parce qu'il le bénit mais parce qu'il comprend que son orientation et son dénouement montre le renforcement croissant du système constitutionnel en Amérique Latine, et de présenter l'événement ainsi : *"le pouvoir du monde entier n'est pas parvenu à miner la solidité de l'opposition à Zelaya qui a résisté sans transiger. Il ne faut pas sous-estimer la volonté des peuples, parce au bout du compte, il n'y a pas de coup d'état qui ne comptent pas sur l'appui de la population. Les données 2009 montrent le Honduras comme un pays divisé par ce conflit, cela très probablement depuis longtemps, où la solution n'est pas seulement une élection, mais la formation de majorités avec un système politique de représentation qui permet la gouvernabilité"*.

Comme l'analyse Bartolomé Clavero, « C'est en quelque sorte dire, le peuple hondurien a appuyé le coup d'Etat et par cela même des élections générales ont pu se tenir. Que celles-ci eurent lieu sous les conditions créées par le coup d'état et avec une participation nettement inférieure à l'abstention n'a pas l'air d'étonner Latinobarómetro » (...). Pas besoin de beaucoup de perspicacité pour déduire que pour le Latinobarómetro, la gouvernabilité requiert une participation citoyenne de faible intensité qui permet la cooptation entre élites sans grands sursauts.

Ce qui revient à dire, confie Clavero, « que leurs positions sont constitutionnelles et pas démocratiques plus précisément antidémocratiques et seulement relativement constitutionnelles, d'un constitutionnalisme conditionné et sans principes. Le manque de principes constitutionnels se couvre avec le motif de la gouvernabilité ».

Et Clavero de rappeler que le cas de la Bolivie est aux antipodes avec une participation électorale de plus de 90%.

Ce qui se traduit pour Latinobarómetro par quelques phrases insidieuses : La Bolivie *"a présenté beaucoup de points d'ingouvernabilité, mais dans un cadre où le président de la République compte sur une large majorité, ce pays a trouvé la solution à ses conflits à grands traits au sein de l'institutionnalité en vigueur. On ne peut pas dire que ces pays en processus de refondation ne sont jamais sortis du cadre légal (qui il est vrai est plein de vides pour ce type de processus), mais si on peut dire que la volonté démocratique de maintenir l'institutionnalité en vigueur a primé. Dans le même temps, le succès des réformes de Evo Morales réside en ce qu'elles ont le soutien populaire pour les faire"*.

On peut facilement imaginer ce que Latinobarómetro aurait dit sur l'appui populaire des positions contraires si elles avaient triomphé lors que coup d'état tenté contre Morales. A aucun moment Latinobarómetro souligne que le Peuple bolivien se définit maintenant justement comme plurinational.

Le thème du "soutien populaire" sert dans le rapport 2009 la manifestation la plus insidieuse de toutes , comme le souligne Clavero, puisqu'elle a un caractère rétrospectif : *"le cas de Manuel Zelaya, comme gouvernant qui a impulsé des réformes sans majorité pour le soutenir n'est pas unique, et ce n'est pas la première fois que cela arrive dans la région. Salvador Allende au Chili est arrivé au pouvoir avec 33% des votes, ayant 60% du pays contre. Il a mis en place des réformes qui ne comptaient pas sur l'approbation de la majorité, et a subi le plus dur coup d'Etat militaire qu'aconnu le Chili de son histoire"*.

Sans commentaires, ajoute Clavero. (...) et de conclure. C'est la politique de chantage sur la démocratie que promeut le Latinobarómetro. « Ils n'appuient pas les coups d'Etat, si ce n'est qu'ils les utilisent seulement comme un moyen de chantage permanent (...) et ce n'est pas en vain qu'ils ont choisi comme cas de l'année, celui du Honduras » .

Résumé et traduction par Estelle Leroy-Debiasi pour **El Correo**, 25 février 2010